

BIO-UV Group S.A.

**Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes
sur les comptes intermédiaires consolidés**

(Période du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021)

PricewaterhouseCoopers Audit
10 place de la Joliette - Atrium 10.1
BP 81525
13567 Marseille Cedex 2

Jean-Paul Lacombe
67 route de Béziers
34430 Saint Jean de Vedas

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés

(Période du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021)

Au Président du Conseil d'administration
BIO-UV Group S.A.
850 avenue Louis Médard
34400 Lunel

Monsieur,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Bio-UV Group et en réponse à votre demande dans le cadre de la publication des comptes consolidés semestriels de la société dans le rapport financier semestriel 2021, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires consolidés de Bio-UV Group, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021 (ci-après "les Comptes"), tels qu'ils sont joints au présent rapport.

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des Comptes. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces Comptes ont été établis sous la responsabilité du Président de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les Comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des Comptes avec les règles et principes comptables français, le fait que les Comptes présentent sincèrement le patrimoine et la situation financière de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation au 30 juin 2021, ainsi que le résultat de ses opérations pour la période écoulée.

Ce rapport est établi à votre attention dans le contexte décrit ci-avant et ne doit pas être utilisé, diffusé, ou cité à d'autres fins. Nous n'acceptons aucune responsabilité vis à vis de tout tiers auquel ce rapport serait diffusé ou parviendrait.

Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Fait à Marseille et St Jean de Vedas, le 23 septembre 2021

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

 *Frank Vanhal*

Frank Vanhal

 *Jean Paul Lacombe*

Jean-Paul Lacombe

BIO-UV GROUP SA

Comptes consolidés

30 juin 2021



Table des matières

1	Etats financiers consolidés	5
1.1	Bilan consolidé	5
1.2	Compte de résultat consolidé	6
1.3	Tableau de flux de trésorerie	7
2	Principes et modalités de consolidation	8
2.1	Préambule	8
2.2	Référentiel comptable	8
2.3	Modalités de consolidation	8
2.3.1	Méthodes de consolidation	8
2.3.2	Traitement des écarts de première consolidation et des écarts d'acquisition	8
2.3.2.1	Principes	8
2.3.2.2	Méthode de conversion utilisée	9
a.	Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers	9
b.	Transactions et soldes	9
c.	Conversion des comptes des filiales en devises	9
2.4	Méthodes et règles d'évaluation	10
2.4.1	Immobilisations	10
2.4.1.1	Modes et méthodes d'évaluation appliqués	10
2.4.1.1.1	<i>Immobilisations incorporelles</i>	10
2.4.1.1.2	<i>Immobilisations corporelles</i>	10
2.4.1.1.3	<i>Contrats de location financement</i>	11
2.4.1.2	Méthodes utilisées pour le calcul des amortissements	11
2.4.2	Stocks	11
2.4.2.1	Evaluation des stocks	11
2.4.2.2	Dépréciation des stocks	12
2.4.3	Créances	12
2.4.3.1	Evaluation des créances	12
2.4.3.2	Dépréciation des créances	12
2.4.4	Valeurs mobilières de placement	12
2.4.5	Avances conditionnées	12
2.4.6	Subventions d'investissement	12
2.4.7	Provision pour engagement de départ à la retraite (méthode préférentielle)	13
2.4.8	Impôts différés	13
2.4.9	Crédit d'impôt recherche	14

2.4.10	Charges et produits exceptionnels	14
2.4.11	Trésorerie	14
2.4.12	Opérations en devises étrangères	14
2.5	Informations diverses	14
2.5.1	Résultat par action	14
2.5.1.1	Résultat par action	14
2.5.1.2	Résultat dilué par action	15
2.5.2	Honoraires des commissaires aux comptes	15
2.5.3	Montant des rémunérations	15
2.6	Faits marquants	15
3	Périmètre de consolidation	16
3.1	Périmètre de consolidation	16
3.2	Variations du périmètre et des % d'intérêt	17
4	Analyses des postes du bilan et du compte de résultat	17
4.1	Bilan consolidé	18
4.1.1	Actif immobilisé	18
4.1.1.1	Ecarts d'acquisition	20
4.1.1.2	Immobilisations incorporelles	20
4.1.1.3	Immobilisations corporelles	20
4.1.1.4	Immobilisations financières.....	21
4.1.2	Autres postes d'actif	21
4.1.2.1	Stocks	21
4.1.2.2	Créances	21
4.1.2.3	Impôts différés :.....	22
4.1.2.4	Titres de placement et disponibilités	22
4.1.2.5	Comptes de régularisation	22
4.1.3	Capitaux propres part du groupe et intérêts minoritaires	23
4.1.4	Autres postes du passif	23
4.1.4.1	Avances conditionnées	23
4.1.4.2	Provisions pour risques et charges	23
4.1.4.3	Emprunts et dettes assimilées	24
4.1.4.4	Fournisseurs et autres dettes	24
4.2	Postes du compte de résultat consolidé	25
4.2.1	Produits d'exploitation	25
4.2.2	Charges d'exploitation	26
4.2.3	Résultat financier	26

4.2.4	Résultat exceptionnel	27
4.2.5	Impôt sur le résultat	27
5	Autres informations	28
5.1	Information sectorielle	28
5.1.1	Documentation et explications sur les différents secteurs d'activité	28
5.1.2	Décomposition des principales données financières par secteur d'activité :	28
	Ventilation du chiffre d'affaires :	28
5.2	Engagements hors bilan	29
5.2.1	Engagements hors bilan reçus	29
5.2.2	Engagements hors bilan accordés	29
5.3	Evènements postérieurs à la clôture	29

1 Etats financiers consolidés

1.1 Bilan consolidé

Les comptes consolidés clos au 30 juin 2021 présentent un total Actif - Passif de 50 642 468 €, et un résultat bénéficiaire part du groupe de 588 263 €.

Actif en EUR	Montants Bruts	Amort. Et Dépréciations	Net 30/06/2021	Net 31/12/2020	Net 30/06/2020
Ecart d'acquisition	9 158 191		9 158 191	9 158 191	8 904 504
Capital souscrit non appelé	-				
Immobilisations incorporelles	16 957 644	7 670 134	9 287 510	9 030 376	8 327 493
Immobilisations corporelles	5 102 365	2 315 808	2 786 557	2 825 775	2 776 321
Immobilisations financières	237 095		237 095	215 318	192 680
Participations par mise en équivalence	-				
Actif immobilisé	22 297 104	9 985 942	12 311 162	12 071 469	11 296 494
Stocks et en-cours	10 517 197	114 403	10 402 794	9 558 880	10 649 306
Créances clients et comptes rattachés	3 879 403	14 924	3 864 479	4 473 455	4 018 102
Actifs d'impôts différés	1 622 979		1 622 979	1 781 277	1 737 040
Autres créances	1 479 447	133 800	1 358 561	2 106 792	2 081 311
Valeurs mobilières de placement				-	700 962
Actions propres			109 504		
Disponibilités	11 298 113		11 298 113	12 570 112	3 431 550
Actif circulant	28 919 557	263 127	28 656 430	30 490 516	22 618 271
Comptes de régularisation	516 685		516 685	199 275	212 098
Total Actif	60 891 537	10 249 069	50 642 468	51 919 451	43 031 367
Passif en EUR			30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Capital social ou individuel			10 346 993	10 346 993	8 153 759
Primes d'émission, de fusion, d'apport			18 484 040	18 484 040	8 350 096
Ecart de réévaluation					
Réserves			2 000 250	1 296 824	1 280 396
Résultat Groupe			588 263	583 947	- 124 759
Subvention investissement			210 374		
Provisions réglementées			-		-
Titres en auto-contrôle			- 1 026 850	- 514 110	- 252 581
Capitaux propres - Part du groupe			30 603 070	30 197 694	17 406 911
Part Hors Groupe - Réserves					
Part Hors Groupe - Résultat					
Fonds non remboursables et assimilés					
Provisions pour risques et charges			347 998	245 849	245 192
Emprunts et dettes financières			12 473 141	13 655 798	14 974 883
Avances remboursables			202 500	225 000	270 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			4 839 735	5 376 307	7 477 076
Dettes fiscales et sociales			1 897 570	1 859 019	1 425 455
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			1 116	1 116	1 116
Autres dettes			59 063	67 022	493 361
Dettes			19 473 125	21 184 262	24 641 891
Comptes de régularisation			218 275	291 646	737 373
Total Passif			50 642 468	51 919 451	43 031 367

1.2 Compte de résultat consolidé

En EUR	30/06/2021 6 mois	30/06/2020 6 mois	31/12/2020 12 mois
Chiffre d'affaires	16 134 714	12 642 418	32 174 760
Production stockée et immobilisée	1 028 101	1 338 563	1 370 590
Subventions d'exploitation	33 233	55 496	70 292
Reprises sur provisions et transferts de charges	25 219	30 860	105 232
Autres produits	7 110	-1 324	65 280
Autres Produits d'exploitation	1 093 663	1 423 595	1 611 394
Achats et variations de stocks	7 702 256	6 062 363	16 061 617
Autres achats et charges externes	3 514 751	3 467 379	7 237 494
Impôts et taxes	181 586	194 620	413 269
Charges de personnel	3 698 398	3 149 485	6 672 077
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 064 370	863 489	1 791 630
Dotations aux provisions pour risques et charges	65 649	62 287	62 944
Autres provisions et charges d'exploitation	278 571	43 732	148 067
Charges d'exploitation	16 505 581	13 843 355	32 387 098
Résultat d'exploitation	722 796	222 658	1 399 056
Produits financiers	85 736	59 998	122 700
Charges financières	217 339	281 799	557 140
Résultat financier	-131 603	-221 801	-434 440
Résultat courant avant impôt	591 193	857	964 616
Produits exceptionnels	2 374 977	37 773	91 550
Charges exceptionnelles	2 308 057	279 658	502 633
Résultat exceptionnel	66 920	-241 885	-411 083
Impôt sur le résultat	69 868	-116 269	-30 414
Résultat des sociétés intégrées	588 263	-124 759	583 947
Résultat des sociétés mises en équivalence			
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions			
Résultat d'ensemble consolidé	588 263	-124 759	583 947
Résultat groupe	588 263	-124 759	583 947
Résultat hors-groupe			
Résultat par action	0,057	-0,015	0,068

1.3 Tableau de flux de trésorerie

En EUR	30/06/2021	30/06/2020	31/12/2020
Résultat net consolidé	588 263	- 124 759	583 947
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions nettes de reprises	1 363 103	829 440	1 829 979
Variation des impôts différés	158 299	- 42 361	- 86 598
Plus-values de cession, nettes d'impôt	-		29 727
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	2 109 665	662 320	2 357 055
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 356 423	- 493 900	- 2 478 913
Flux net de trésorerie généré par l'activité	1 753 242	168 420	- 121 858
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Acquisition d'immobilisations	- 1 322 808	- 1 279 517	- 3 015 945
Produit de cession d'immobilisations, net d'impôt	8 442		
Variation de l'écart d'acquisition		73 179	- 180 508
Incidence des variations de périmètres	-		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 1 314 366	- 1 206 338	- 3 196 453
Rachat et revente d'actions propres	- 512 742	155 610	- 105 919
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère			
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire	-	1 500 002	13 827 180
Emissions d'emprunts	35 726	3 250 000	4 600 702
Remboursements d'emprunts et fonds non remboursables et assimilés	- 980 153	- 1 759 146	- 3 973 933
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 1 457 169	3 146 466	14 348 030
Incidence des variations de cours des devises			
Variations de trésorerie (A)	- 901 766	1 981 422	10 919 022
Trésorerie d'ouverture (B)	12 300 783	1 381 761	1 381 761
Trésorerie de clôture (C)	11 399 017	3 363 183	12 300 783
Incidence des variations de cours des devises	116 527	-127 126	-110 697

2 Principes et modalités de consolidation

2.1 Préambule

Cette annexe est établie en euros.

Les comptes semestriels clos au 30 juin 2021 ont une durée de 6 mois contre 12 mois pour l'exercice clos au 31 décembre 2020 et 6 mois pour les comptes semestriels au 30 juin 2020.

Date de clôture des comptes consolidés :

Les comptes consolidés semestriels sont établis au 30 juin, date de clôture de la société Tête de Groupe BIO-UV Group SA. La société Tête de Groupe BIO-UV Group SA a été créée le 14 octobre 2010.

2.2 Référentiel comptable

Les comptes consolidés de BIO-UV Group sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement ANC 2020-01 relatif aux comptes consolidés des entreprises industrielles et commerciales. L'application du règlement ANC 2020-01 a pour conséquence comptable le non retraitement des subventions d'investissement en produit constaté d'avance ce qui implique leur maintien dans la capitaux propres.

Deux sociétés étrangères ont été consolidées dans le groupe au 30 juin 2021.

2.3 Modalités de consolidation

2.3.1 Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles BIO-UV Group dispose directement ou indirectement du contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés sur lesquelles est exercée une influence notable sont mises en équivalence.

Dans le cas de contrôle conjoint, les sociétés sont consolidées par intégration proportionnelle.

Aucune société n'est consolidée par mises en équivalence ou par intégration proportionnelle en juin 2021.

2.3.2 Traitement des écarts de première consolidation et des écarts d'acquisition

2.3.2.1 Principes

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation à leur juste valeur des actifs et des passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

Lors de la constitution du Groupe, les fonds commerciaux inscrits dans les comptes individuels des sociétés consolidées ont été annulés. La valeur attribuée aux fonds, qu'ils aient été ou non identifiés dans les comptes sociaux, a ensuite été constatée dans les comptes consolidés en tant qu'écart d'acquisition, ou de première consolidation, de ces sociétés.

Les actifs et passifs repris ont été comptabilisés à la juste valeur.

Les écarts d'acquisition négatifs sont constatés en provision pour risque, et sont repris dans le résultat en fonction des objectifs fixés lors de l'acquisition. Il n'existe aucun écart d'acquisition négatif au 30 juin 2021.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis et un test de dépréciation reposant sur l'appréciation de la valeur d'usage correspondant à l'estimation des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa sortie est réalisé à la clôture de chaque exercice.

Le premier semestre 2021 n'a donné lieu à aucun indicateur de perte de valeur. Les tests d'impairment n'ont pas été mis à jour et aucune dépréciation n'a été constatée dans les comptes au 30 juin 2021.

2.3.2.2 Méthode de conversion utilisée

Le Groupe détient deux filiales étrangères, BIO-UV ASIA et TRIOGEN HOLDINGS LIMITED, détenant 100% des titres de la société TRIOGEN qui ont été intégrées au périmètre consolidé.

a. Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie de l'environnement économique de base dans lequel l'entité opère et génère l'essentiel de ses cash-flows (« la monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation de la Société.

b. Transactions et soldes

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties en euros en utilisant les taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les pertes et les gains de change résultant du dénouement de ces transactions comme ceux résultant de la conversion, aux taux en vigueur à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en devises, sont comptabilisés en résultat.

c. Conversion des comptes des filiales en devises

Les comptes de toutes les entités du Groupe (dont aucune n'exerce ses activités dans une économie hyper inflationniste) dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation (l'euro), sont convertis dans la monnaie de présentation, selon les modalités suivantes :

- les éléments d'actif et de passif sont convertis aux cours de clôture à la date de chaque bilan ;
- les produits et les charges de chaque compte de résultat sont convertis aux taux de change moyens (sauf si cette moyenne n'est pas représentative de l'effet cumulé des taux en vigueur aux dates des transactions, auquel cas les produits et les charges sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions) ;
- et toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres. Lorsqu'une entité étrangère est cédée, ces différences de conversion initialement reconnues en capitaux propres sont comptabilisées au compte de résultat dans les pertes et les profits de cession.

2.4 Méthodes et règles d'évaluation

2.4.1 Immobilisations

2.4.1.1 Modes et méthodes d'évaluation appliqués

2.4.1.1.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement :

- Les licences et logiciels informatiques faisant l'objet d'amortissement,
- Le logiciel, ainsi que les frais engagés pour son adaptation, et la licence d'exploitation du site internet.
- Les frais de développement.

La Société a opté pour la méthode préférentielle de comptabilisation des frais de développement à l'actif. Ils sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si l'ensemble des critères suivants sont satisfaits :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet de développement en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- l'intention de la Société d'achever le projet de développement et d'utiliser l'immobilisation incorporelle ou de la vendre,
- la capacité à utiliser ou à vendre cet actif incorporel,
- la démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif,
- la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le projet de développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ; et,
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Sont activables les coûts qui sont directement attribuables à la production de l'immobilisation, qui incluent :

- les coûts des services utilisés ou consommés pour générer l'immobilisation incorporelle ;
- les salaires et charges du personnel engagé pour générer l'actif.

Les dépenses ne sont activées qu'à partir de la date à laquelle les conditions d'activation de l'immobilisation incorporelle sont remplies notamment lorsque la Société dispose d'une assurance raisonnable de la prochaine commercialisation d'un produit à l'issue des tests de validation.

2.4.1.1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production par l'entreprise.

Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée réelle d'utilisation du bien.

2.4.1.1.3 Contrats de location financement

Les contrats de location financement sont analysés comme des achats à crédit lorsqu'au regard des loyers payés annuellement sur la durée du contrat, de la valeur du bien et du montant de l'option, il existe une forte probabilité que l'option sera exercée à la fin du contrat.

Les biens concernés sont comptabilisés à l'actif avec en contrepartie une dette financière et au compte de résultat, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

La valeur d'entrée des biens pris en crédit-bail correspond à la juste valeur du bien loué à la date de signature du contrat. En contrepartie une dette financière étalée sur la durée du contrat est constatée au passif.

2.4.1.2 Méthodes utilisées pour le calcul des amortissements

Les durées d'amortissements sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Eléments	Méthode amortissement	Durée amortissement en années
Ecart d'acquisition	NA	
ECARTS D'ACQUISITION		
Frais de recherche et développement	Linéaire	5 à 6
Concessions, brevets et droits similaires	Linéaire	1 à 5
Autres immobilisations incorporelles	Linéaire	1 à 5
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
Terrains	NA	
Terrains en crédit bail	NA	
Constructions	Linéaire	Gros Œuvre 30 Façade et étanchéité 25 Installations Générales et Techniques 20
Constructions en crédit bail	Linéaire	Agencement 10
Installations techniques, matériel, outillage	Linéaire	2 à 10
Autres immobilisations corporelles	Linéaire	3 à 10
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		

L'amortissement des frais de recherche et développement débute lorsque la Société commence à consommer les avantages économiques associés, c'est-à-dire, lorsque les innovations attachées à ces frais de développement commencent à être commercialisées.

2.4.2 Stocks

2.4.2.1 Evaluation des stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix d'achat connu.

La valeur brute des matières, marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les éventuels produits fabriqués ou en cours de fabrication ou de travaux sont valorisés au coût de revient.

2.4.2.2 Dépréciation des stocks

Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date d'arrêté des comptes.

La valeur actuelle, correspondant à la valeur probable de cession, est déterminée par application à la valeur brute des stocks d'un taux de dépréciation, variable selon la nature et l'ancienneté des produits.

2.4.3 Créances

2.4.3.1 Evaluation des créances

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

2.4.3.2 Dépréciation des créances

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement.

La dépréciation est déterminée individuellement en fonction des éléments connus à la date d'arrêté des comptes.

2.4.4 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent à l'actif pour leur valeur d'acquisition.

Les dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

2.4.5 Avances conditionnées

Les avances reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche de la Société ou pour la prospection commerciale territoriale, dont les remboursements sont conditionnels, sont présentées au passif sous la rubrique « Fonds non remboursables et assimilés ».

2.4.6 Subventions d'investissement

Le choix fait dans les comptes individuels, d'inscrire les subventions d'investissements en capitaux propres, est conservé dans les états financiers consolidés.

Conformément au Règlement de l'ANC 2020-01, les subventions sont étalées en résultat, au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles ont contribuées à financer.

2.4.7 Provision pour engagement de départ à la retraite (méthode préférentielle)

Les indemnités de fin de carrière sont constatées dans les comptes consolidés pour l'ensemble des sociétés. Le seul engagement de retraite supporté par l'entreprise est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Le coût actuariel des engagements est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés et il est comptabilisé en résultat en « Dotations aux amortissements et provisions ». L'incidence des variations d'hypothèses est constatée immédiatement en compte de résultat.

L'engagement de retraite est évalué selon la méthode prospective qui s'appuie sur la situation future du salarié (ancienneté qu'il aura le jour de son départ) et sur des hypothèses actuarielles :

- Augmentation annuelle des salaires,
- Probabilité de départ (démission, licenciement) du salarié avant l'âge de la retraite,
- Probabilité de mortalité du salarié avant l'âge de la retraite, - Taux d'actualisation.

Paramètres utilisés :

- Age de la retraite : 67 ans
- Hypothèse d'actualisation : 0.79% (Taux iBoxx Corporate AA10+ zone euro)
- Taux de revalorisation annuel des salaires : 1.5%
- Table de mortalité : table de mortalité 2018 publiée par l'INSEE
- Taux de charges sociales : taux réel des charges supportées par les sociétés

2.4.8 Impôts différés

Les impôts différés sont calculés conformément à l'approche bilancielle du règlement de l'ANC 2020-01.

Le montant de la créance ou de la dette d'impôts à la clôture de l'exercice est corrigé des impôts différés, calculés selon la méthode du report variable sur les retraitements pratiqués en consolidation ainsi que sur les différences temporaires existant entre le résultat comptable et le résultat fiscal. L'excédent des impôts différés actif, y compris ceux se rapportant aux déficits reportables, sur les impôts différés passifs, déterminés par entité fiscale, est constaté dès lors que la probabilité de sa réalisation est établie.

Les taux d'impôt utilisés pour chaque entité sont les suivants :

Sociétés	N+1	N+2 et suivants
BIO-UV Group	25,0%	25%
TRIOGEN	19%	19%
BIO-UV ASIA	(1)	(1)

(1) - Aucune activation d'impôt différé n'a été pris en compte sur cette structure

2.4.9 Crédit d'impôt recherche

Des crédits d'impôt recherche sont octroyés aux entreprises par l'État français afin de les inciter à réaliser des recherches d'ordre technique et scientifique. Les entreprises qui justifient des dépenses remplissant les critères requis (dépenses de recherche localisées en France ou, depuis le 1er janvier 2005, au sein de la Communauté Européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen et ayant conclu avec la France une convention fiscale contenant une clause d'assistance administrative) bénéficient d'un crédit d'impôt qui peut être utilisé pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice de réalisation des dépenses et des trois exercices suivants ou, le cas échéant, être remboursé pour sa part excédentaire.

Le crédit d'impôt recherche est présenté dans le compte de résultat au crédit de la ligne « impôts sur les bénéfices ».

2.4.10 Charges et produits exceptionnels

La distinction entre résultat courant et résultat exceptionnel est faite selon les règles du PCG. Le résultat courant est constitué par tous les produits et charges d'exploitation et financier. Le résultat exceptionnel comprend toutes les sommes ne se rattachant pas à l'exploitation courante et en principalement les cessions sur le contrat de liquidité.

2.4.11 Trésorerie

Dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie est définie comme l'ensemble des liquidités du groupe en comptes courants bancaires, caisses et valeurs mobilières de placement, sous déduction des concours bancaires à court terme.

2.4.12 Opérations en devises étrangères

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les créances et dettes en devises étrangères existantes à la clôture de l'exercice sont converties au cours en vigueur à cette date. La contrepartie étant constatée en résultat financier.

2.5 Informations diverses

2.5.1 Résultat par action

2.5.1.1 Résultat par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation.

Sur la base d'un résultat net part du groupe de 588 263 € et d'un nombre de titres de 10 346 993, il ressort un résultat par actions de 0.057 € au 30 juin 2021.

2.5.1.2 Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est obtenu en divisant le résultat net part du groupe augmenté des économies des frais financiers réalisées (nettes d'impôt) en cas de conversion des instruments dilutifs (par hypothèse considérée intervenue au 1er janvier de l'exercice clos), par le nombre total d'actions, y compris celles qui seraient créées à la suite de la conversion des instruments convertibles en actions.

Résultat dilué par action au 30 juin 2021 :

Aux actions prises en compte pour le calcul du résultat par action, ont été ajoutées les options de conversion des emprunts obligataires convertibles en actions donnant droit à l'émission de 315 790 nouvelles actions.

Le résultat au 30 juin 2021 dilué par action s'établit à 0.055 € (bénéfice).

Résultat dilué par action au 30 juin 2020 :

Le résultat au 30 juin 2020 dilué par action s'établit à - 0.015 € (perte).

Résultat dilué par action au 31 décembre 2020 :

Le résultat au 31 décembre 2020 dilué par action s'établit à 0.079 € (bénéfice).

2.5.2 Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires relatifs aux missions de contrôle légal du 1^{er} janvier au 30 juin 2021, des comptes sociaux, des sociétés intégrées dans les comptes consolidés, il s'élève à 20 milliers d'euros pour PwC Audit et 9 milliers d'euros pour le cabinet AAM.

Les comptes clos au 30 juin 2021 ont fait l'objet d'un rapport d'examen limité de la part du collège des Commissaires aux comptes.

2.5.3 Montant des rémunérations

Les membres du Conseil d'administration reçoivent, à raison de leur fonction, des jetons de présence.

Les rémunérations allouées au PDG et aux directeurs généraux par le conseil d'administration, au 30 juin 2021 et à raison de leur fonction, se sont élevées à 142 k€ contre 135 k€ au 30 juin 2020.

2.6 Faits marquants

L'ensemble des activités du groupe a présenté une forte croissance sur le premier semestre 2021 (+28%), liée au renforcement des équipes commerciales, du lancement réussi de nouveaux produits, et de la qualité maîtrisée des produits et services proposés par le groupe BIOUV sur l'ensemble de ses activités.

L'impact sur nos activités de la COVID 19, a été limité sur le premier semestre :

- Sur notre personnel : notre mode d'organisation et les mesures sanitaires prises ont permis de préserver la santé de nos salariés et leur efficacité.

- Sur notre activité commerciale : la société n'est pas en capacité à mesurer l'impact chiffré, mais indéniablement il y a eu un frein sur la zone Asie pour toutes nos activités et un effet assez positif sur le marché de la piscine France.
- Sur nos approvisionnements : nous avons continué à augmenter nos niveaux de stocks sur les produits sensibles, principalement avec nos fournisseurs asiatiques.

A la date d'arrêté des comptes, dans le contexte de cette épidémie, la direction de BIO-UV Group n'a pas connaissance d'incertitudes qui remettraient en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

La société est attaquée aux Etats Unis sur des points de fonctionnement des systèmes DELTA UV équipant des spas vendus avant la cession de DELTA UV à Neptune Benson. Ces produits n'étaient plus garantis et le groupe conteste en tous points les demandes des parties.

Un jugement a été rendu en faveur des parties adverses le 8 mai 2020 faisant droit aux demandes de NEPTUN BENSON sans toutefois préciser les demandes chiffrées. BIO-UV Group a fait appel de ce dernier le 8 septembre 2020 devant le cours d'appel de Pennsylvanie qui a confirmé le 13 Mai 2021, le jugement en première instance. Depuis début juillet BIO-UV demande des pièces complémentaires à la partie adverse pour évaluer le préjudice financier direct éventuel. La direction a estimé sur la base de ses conseils qu'aucune provision pour risque n'était nécessaire compte tenu du caractère contestable du litige.

3 Périmètre de consolidation

3.1 Périmètre de consolidation

Périmètre au 30 juin 2021 :

Sociétés	% Contrôle	% Intérêt	% Intégration	Méthode consolidation
BIO-UV Group	100%	100%	100%	Mère
TRIOGEN	100%	100%	100%	Intégration Globale
BIO-UV ASIA	100%	100%	100%	Intégration Globale

Siège social : 850 avenue Louis Médard, 34400 LUNEL.

Périmètre au 30 juin 2020 :

Sociétés	% Contrôle	% Intérêt	% Intégration	Méthode consolidation
BIO-UV Group	100%	100%	100%	Mère
TRIOGEN	100%	100%	100%	Intégration Globale
BIO-UV ASIA	100%	100%	100%	Intégration Globale

Siège social : 850 avenue Louis Médard, 34400 LUNEL.

Périmètre au 31 décembre 2020 :

Sociétés	% Contrôle	% Intérêt	% Intégration	Méthode consolidation
BIO-UV Group	100%	100%	100%	Mère
TRIOGEN	100%	100%	100%	Intégration Globale
BIO-UV ASIA	100%	100%	100%	Intégration Globale

Siège social : 850 avenue Louis Médard, 34400 LUNEL.

La société TRIOGEN HOLDING, détenue à 100% par BIO-UV Group, ayant eu peu d'activité sur l'exercice, elle n'a pas été intégrée dans les comptes consolidés au 30 juin 2020. L'impact sur le résultat de l'intégration de cette filiale aurait été de 0 milliers d'euros et sur le bilan une hausse de la trésorerie de 37 milliers d'euros avec en contrepartie une diminution de l'écart d'acquisition du même montant.

3.2 Variations du périmètre et des % d'intérêt

Aucune variation de périmètre n'a eu lieu sur la période.

4 Analyses des postes du bilan et du compte de résultat

4.1 Bilan consolidé

4.1.1 Actif immobilisé

Décomposition des valeurs brutes :

En EUR	31/12/2020	Acquisitions	Activation d'immobilisations	Cession	Variation de périmètre	30/06/2021
Ecarts d'acquisition	9 158 191					9 158 191
ECARTS D'ACQUISITION	9 158 191	-	-	-	-	9 158 191
Frais d'établissement	-					-
Frais de recherche et développement	12 514 845	116 608	1 842 417			14 473 870
Concessions, brevets et droits similaires	218 638	15 869				234 507
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	150 387	-				150 387
Immobilisations incorporelles en cours	2 913 787	1 028 522	-	1 842 417	1 012	2 098 880
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	15 797 657	1 160 999	-	1 012	-	16 957 644
Terrains	366 251	-				366 251
Constructions	3 297 928	10 577				3 308 505
Installations techniques, matériel, outillage	551 525	31 656				583 181
Autres immobilisations corporelles	754 058	90 370				844 428
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 969 762	132 603	-	-	-	5 102 365
Titres de participations	-					
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts	49 695	2 500		1 190		51 005
Autres immobilisations financières	165 623	26 706		6 240		186 089
Créances rattachées à des participations				-		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	215 318	29 206	-	7 430	-	237 094
TOTAL GENERAL	30 140 928	1 322 808	-	8 442	-	31 455 294

Décomposition des amortissements et dépréciations :

En EUR	31/12/2020	Reprises / Sorties	Dotations	Variation Périmètre	30/06/2021
Ecart d'acquisition					
ECARTS D'ACQUISITION	-	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	6 550 700		881 312		7 432 012
Concessions, brevets et droits similaires	151 206		16 528		167 734
Autres immobilisations incorporelles	65 375		5 013		70 388
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 767 281	-	902 853	-	7 670 134
Terrains	1 934		3 891		5 825
Constructions	1 149 751		81 865		1 231 616
Installations techniques, matériel, outill:	421 186		23 529		444 715
Autres immobilisations corporelles	571 116		62 536		633 652
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 143 987	-	171 821	-	2 315 808
Titres de participations					
Actifs nets en cours de cession					
Participations par mises en équivalence					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	-				-
Créances rattachées à des participations					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	8 911 268	-	1 074 674	-	9 985 942

Immobilisations nettes :

En EUR	Montant Brut	Amort. Et Dépréciations	Net 30/06/2021	Montant Brut	Amort. Et Dépréciations	Net 31/12/2020	Montant Brut	Amort. Et Dépréciations	Net 30/06/2020
Ecart d'acquisition	9 158 191		9 158 191	9 158 191		9 158 191	8 904 504		8 904 504
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES									
Frais de recherche et développement	14 473 870	7 432 012	7 041 858	12 514 845	6 550 700	5 964 145	11 422 082	5 786 893	5 635 189
Concessions, brevets, droits similaires	234 507	167 734	66 773	218 638	151 206	67 432	208 861	136 905	71 956
Autres immobilisations incorporelles	150 387	70 388	79 999	150 387	65 375	85 012	150 387	60 362	90 025
Immobilisations incorporelles en cours	2 098 880		2 098 880	2 913 787		2 913 787	2 530 323		2 530 323
IMMOBILISATIONS CORPORELLES									
Terrains	366 251	5 825	360 426	366 251	1 934	364 317	303 998		303 998
Constructions	3 308 505	1 231 616	2 076 889	3 297 928	1 149 751	2 148 177	3 281 986	1 088 048	2 193 938
Installations techniques, matériel, outillage	583 181	444 715	138 466	551 525	421 186	130 339	423 220	362 414	60 806
Autres immobilisations corporelles	844 428	633 652	210 776	754 058	571 116	182 942	561 510	343 931	217 579
IMMOBILISATIONS FINANCIERES									
Titres de participations				-		-	1		1
Créances rattachées à des participations	1		1	-		-	1		1
Prêts	51 005		51 005	49 695		49 695	36 482		36 482
Autres immobilisations financières	186 089		186 089	165 623		165 623	156 196		156 196
Total	31 455 295	9 985 942	21 469 353	30 140 928	8 911 268	21 229 660	27 979 551	7 778 553	20 200 998

4.1.1.1 Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition figurant dans les comptes consolidés au 30 juin 2021 pour 9 158 milliers d'euros porte sur l'acquisition de la société BIO-UV réalisée en 2010 pour 2 737 milliers d'euros et 6 421 milliers d'euros porte sur l'acquisition de la société TRIOGEN en 2019.

Ces deux écarts d'acquisition sont rattachables à l'activité dite terrestre du groupe.

4.1.1.2 Immobilisations incorporelles

Les mouvements sur les immobilisations proviennent essentiellement des mouvements sur les frais de développement activés sur la période.

Les frais de recherches et développements sont essentiellement composés des développements réalisés au titre de l'activité traitement des eaux de ballast :

- Le développement de notre nouvelle gamme BIOSEA M, pour renforcer notre position sur les systèmes de traitement des eaux de ballast à plus gros débits .
- La mise à jour mise de notre TA USCG sur le BIOSEA B et Low Flow

Sur l'activité terrestre les travaux de développement se sont focalisés sur la gamme Intégra qui est dédiée au marché aquacole..

Sur le segment du traitement de surface et d'espace, les travaux de développement ont été réalisés sur des systèmes dits « 3D ».

Les autres immobilisations incorporelles pour 151 milliers d'euros correspondent aux droits et taxes liées à la construction des locaux du groupe.

4.1.1.3 Immobilisations corporelles

Les postes terrains et constructions correspondent essentiellement au retraitement du crédit-bail signé en 2013 pour la construction du nouveau siège social du groupe. Le contrat a débuté en date du 4 juillet 2013 pour une durée de 15 ans.

4.1.1.4 Immobilisations financières

Ce poste n'appelle pas de commentaires particuliers.

4.1.2 Autres postes d'actif

4.1.2.1 Stocks

Stocks et en-cours en EUR	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Matières premières, approvisionnements	7 999 760	7 853 077	7 764 095
En-cours de production de biens	630 104	151 191	322 013
En-cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis	1 668 049	1 421 660	1 626 807
Marchandises	104 881	132 952	926 391
Total	10 402 794	9 558 880	10 639 306

Les stocks de matières premières sont constitués de produits liés aux éléments électrique, acier 316 L, pompes Grundfos, filtres en cuproaluminium, tubes quartz, lampes UV, emballages, appareils et pièces détachées DELTA-UV, à toutes pièces détachées nécessaires tant à la production qu'au négoce après-vente.

Les stocks de produits finis comprennent les appareils de traitement de l'eau par ultraviolets pour tout type d'application, les plateformes de montage BIOSEA.

Les produits en-cours sont constitués des éléments en cours d'assemblages.

4.1.2.2 Créances

Créances en EUR	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Créances clients et comptes rattachés	3 600 743	4 473 455	3 826 793
Autres créances	1 345 647	1 747 557	1 228 811
Avances et acomptes versés sur commandes	263 736	359 235	852 500
Total	5 210 126	6 580 247	5 908 104

La société n'a réalisé aucune opération de cessions à titre d'escomptes au 30 juin 2021.

Les créances clients sont à échéances à moins d'un an.

Les autres créances se décomposent comme suit :

Autres créances en EUR	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Créances fiscales et sociales	1 312 733	1 556 316	1 058 568
Autres créances	32 914	191 241	170 243
Total	1 345 647	1 747 557	1 228 811

Les créances fiscales comprennent au 30 juin 2021 les éléments suivants :

- Créances d'impôts pour 198 milliers d'euros au titre du CIR 2020;
- Créances de TVA pour 1 016 milliers d'euros ;
- Créances sociales pour 7 milliers d'euros ;
- Produit à recevoir de 90 milliers au titre du CIR du premier semestre 2021 ;

Les créances fiscales comprennent au 31 décembre 2020 les éléments suivants :

- Créances d'impôts pour 218 milliers d'euros au titre du CIR ;
- 128 milliers d'euros relatifs à des subventions à recevoir ;
- Créances de TVA pour 1 210 milliers d'euros.

Les créances fiscales comprennent au 30 juin 2020 les éléments suivants :

- Créances d'impôts pour 121 milliers d'euros au titre du CIR ;
- Créances d'impôt pour 178 milliers d'euros sur TRIOPEN ;
- 128 milliers d'euros relatifs à des subventions à recevoir ;
- Créances de TVA pour 625 milliers d'euros.

4.1.2.3 Impôts différés :

Les actifs d'impôts différés sont constitués essentiellement de l'activation de déficits sociaux reportables. Les déficits fiscaux activés au 30 juin 20 et au 31 décembre 2020 s'établissaient à 1 542 milliers d'euros et 1 642 milliers d'euros contre 1 511 milliers d'euros au 30 juin 2021.

Actifs d'impôts différés en EUR	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Activation des déficits reportables	1 511 507	1 642 126	1 542 570
IDA sur indemnité de départ à la retraite	77 874	61 462	61 298
IDA sur frais acquisition TRIOPEN	137 384	158 520	211 360
Autres ID	- 103 786	- 80 831	- 78 188
Total	1 622 979	1 781 277	1 737 040

4.1.2.4 Titres de placement et disponibilités

Trésorerie et équivalents en EUR	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Valeurs mobilières de placement			700 962
Disponibilités et compte de dépôt à terme	11 298 113	12 570 112	3 431 550
Total	11 298 113	12 570 112	4 132 512

4.1.2.5 Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation correspondent aux charges constatées d'avance.

4.1.3 Capitaux propres part du groupe et intérêts minoritaires

	Capital	Primes d'émission	Réserves	Résultat	Titres autocontrôle	Subvention investissement	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres 31 12 20219	7 837 969	7 165 884	1 855 594	-448 073	-408 191		16 003 183	
Résultat N				583 947			583 947	
Affectation résultat			-448 073	448 073				
Titres en autocontrôle					-105 919		-105 919	
Variation des écarts de conversion			-110 697				-110 697	
Augmentation de capital	2 509 024	11 318 156					13 827 180	
Capitaux propres 31 12 2020	10 346 993	18 484 040	1 296 824	583 947	-514 110		30 197 694	
Résultat N				588 263			588 263	
Affectation résultat			583 947	-583 947				
Titres en autocontrôle					-512 740		-512 740	
Variation des écarts de conversion			116 527				116 527	
Autres variations			2 952				2 952	
Reclassement subvention investissement						210 374	210 374	
Capitaux propres 30 06 2021	10 346 993	18 484 040	2 000 250	588 263	-1 026 850	210 374	30 603 070	

Le capital de la Société s'élève à 10 346 993 €. Il est constitué de 10 346 993 actions de 1 €.

4.1.4 Autres postes du passif

4.1.4.1 Avances conditionnées

Les avances conditionnées ne donnent lieu au paiement d'aucun intérêt.

4.1.4.2 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour charges comprennent la provision pour indemnité de départ à la retraite pour 311 milliers d'euros et 36 milliers d'euro au titre de l'attribution d'actions gratuites. Les modalités de calcul ont été explicitées en note 2.4.7. « Provision pour engagement de départ à la retraite (méthode préférentielle) ».

Provisions pour risques et charges en EUR	31/12/2020	Dotations	Reprises	30/06/2021
Provision pour indemnité de départ à la retraite	245 849	65 649		311 498
Provision pour attribution d'actions gratuites		36 500		36 500
Total	245 849	102 149	-	347 998

4.1.4.3 Emprunts et dettes assimilées

Dettes financières en EUR	31/12/2020	Augmentation	Diminution	30/06/2021
Emprunts obligataires convertibles	1 500 003		-	1 500 003
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 630 745	-	797 091	8 833 654
Concours bancaires courants	269 329	-	260 729	8 600
Emprunts en crédit-bail	2 255 721	-	124 836	2 130 885
Emprunts et dettes financières divers				
Total	13 655 798	-	- 1 182 656	12 473 142

Les dettes financières au 30 juin 2021 d'un montant total de 12 473 142 €, peuvent être ventilées comme suit :

Dettes financières en EUR	30/06/2021	< 1 an	< 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	1 500 003	-	1 500 003	
Autres emprunts obligataires	-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 833 654	1 679 858	6 939 477	214 319
Concours bancaires courants	8 600	8 600		
Emprunts en crédit-bail	2 130 885	254 915	718 034	1 157 936
Emprunts et dettes financières divers	-			
Total	12 473 142	1 943 373	9 157 514	1 372 255

Les emprunts sont tous des emprunts en euros à taux fixe et ne font pas l'objet d'une couverture.

4.1.4.4 Fournisseurs et autres dettes

La décomposition des dettes fournisseurs et des autres dettes est la suivante :

Fournisseurs et autres dettes en EUR	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	614 726	678 365	1 424 214
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 225 009	4 697 942	5 852 862
Dettes fiscales et sociales	1 897 570	1 859 019	1 425 455
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 116	1 116	1 116
Autres dettes	59 063	67 022	493 361
Produits constatés d'avance	218 275	291 647	737 374

Les dettes fournisseurs sont à échéances à moins d'un an.

Les dettes fiscales et sociales comprennent au 30 juin 2021 les éléments suivants :

- Dettes sociales envers le personnel pour 486 milliers d'euros ;
- Dettes envers les organismes sociaux pour 374 milliers d'euros ;
- Dettes de TVA pour 623 milliers d'euros ;
- Autres dettes fiscales : 414 milliers d'euros ;

Les dettes fiscales et sociales comprennent au 31 décembre 2020 les éléments suivants :

- Dettes sociales envers le personnel pour 586 milliers d'euros ;
- Dettes envers les organismes sociaux pour 354 milliers d'euros ;
- Dettes de TVA pour 461 milliers d'euros ;
- Dettes fiscales pour 458 milliers d'euros ;

Les dettes fiscales et sociales comprennent au 30 juin 2020 les éléments suivants :

- Dettes sociales envers le personnel pour 334 milliers d'euros ;
- Dettes envers les organismes sociaux pour 646 milliers d'euros ;
- Dettes de TVA pour 168 milliers d'euros ;

Les produits constatés d'avance correspondent aux ventes réalisées qui n'ont pas été réalisées à la clôture eu égard à l'incoterm.

4.2 Postes du compte de résultat consolidé

4.2.1 Produits d'exploitation

Le groupe conçoit, fabrique et commercialise des systèmes innovants de désinfection de l'eau par ultraviolets (UV).

Le fait générateur générant la constatation du chiffre d'affaires est le transfert de propriété qui est le départ usine pour les ventes sur la France. A l'export les incoterms le plus souvent utilisés sont EXW, DAP et FOB.

En EUR	30/06/2021 6 mois	30/06/2020 6 mois	31/12/2020 12 mois
Chiffre d'affaires	16 134 714	12 642 418	32 174 760
Production stockée et immobilisée	1 028 101	1 338 563	1 370 590
Subventions d'exploitation	33 233	55 496	70 292
Reprises sur provisions et transferts de charges	25 219	30 860	105 232
Autres produits	7 110	-1 324	65 280
Autres Produits d'exploitation	1 093 663	1 423 595	1 611 394

Notons que la production immobilisée 2021 s'élève à 380 milliers d'euros (dont 75 milliers d'euros relatifs à la production immobilisée de TRIOGEN) contre 361 milliers d'euros au 30 juin 2020 et 791 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

Les reprises sur provisions s'élèvent à 0 milliers d'euros au 30 juin 2021 contre 0 milliers d'euros en au 30 juin 2020 et 33 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

Chiffre d'affaires par origine :

En kEUR	30/06/2021 6 mois	30/06/2020 6 mois	31/12/2020 12 mois
France	4 534	4 677	10 329
Europe Hors France	8 272	5 637	10 521
Asie	1 722	867	6 130
Moyen-Orient	467	243	1 600
Amérique	621	570	1 980
Autre	519	648	1 615
Total Chiffre d'affaires	16 135	12 642	32 175

4.2.2 Charges d'exploitation

En EUR	30/06/2021 6 mois	30/06/2020 6 mois	31/12/2020 12 mois
Achats et variations de stocks	7 702 256	6 062 363	16 061 617
Autres achats et charges externes	3 514 751	3 467 379	7 237 494
Impôts et taxes	181 586	194 620	413 269
Charges de personnel	3 698 398	3 149 485	6 672 077
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 053 680	863 489	1 791 630
Dotations aux provisions pour risques et charges	65 649	62 287	62 944
Autres provisions et charges d'exploitation	289 261	43 732	148 067
Charges d'exploitation	16 505 581	13 843 355	32 387 098

Les dotations aux amortissements sur frais de développement s'élèvent à 881 milliers d'euros, contre 715 milliers d'euros au 30 juin 2020 et 1 479 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

L'effectif moyen annuel est le suivant :

Effectif moyen	30/06/2021	30/06/2020	31/12/2020
BIO-UV Group	89	81	79
TRIOGEN	35	34	35
Total :	124	115	114

4.2.3 Résultat financier

En EUR	30/06/2021 6 mois	30/06/2020 6 mois	31/12/2020 12 mois
Produits financiers			
Produits financiers de participations	8 692	206	7 845
Autres intérêts et produits assimilés	12 632	24	2 349
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	9 976	15 561
Différences positives de change	64 412	49 792	96 945
Produit nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total produits financiers	85 736	59 998	122 700
Charges financières			
Dotations financières aux amortissements et provisions	0	9 976	15 561
Intérêts et charges assimilées	160 978	182 787	378 957
Différences négatives de change	56 363	89 040	162 621
Ecart de conversion	-2	4	
Total charges financières	217 339	281 799	557 139
Résultat financier	- 131 603	- 221 801	- 434 439

Le résultat financier est constitué des charges financières et assimilées sur emprunts ainsi que des différences de change. Les différences de change concernent principalement des opérations hors exploitation, de fait elles restent classées en résultat financier et ne sont pas reclassées en exploitation.

4.2.4 Résultat exceptionnel

La distinction entre résultat courant et résultat exceptionnel est faite selon les règles du Code de Commerce. Le résultat exceptionnel comprend toutes les sommes ne se rattachant pas à l'exploitation courante.

La décomposition du résultat exceptionnel est la suivante :

En EUR	30/06/2021 6 mois	30/06/2020 6 mois	31/12/2020 12 mois
Quote part du subvention d'investissement	36 000	36 938	81 938
Produits cession d'éléments d'actis	2 326 798	-	
Autres produits	12 179	835	9 612
Total produits exceptionnels	2 374 977	37 773	91 550
Charge exceptionnelle sur le litige Neptune /KELTIC-CLIM		186 724	455 449
Réajustement CIR			
Valeur nette comptable des éléments cédés	2 183 174		29 727
Autres charges	124 883	92 934	17 457
Total charges exceptionnels	2 308 057	279 658	502 633
Résultat exceptionnel	66 920	- 241 885	- 411 083

4.2.5 Impôt sur le résultat

En EUR	30/06/2021 6 mois	30/06/2020 6 mois	31/12/2020 12 mois
Impôts dus sur les bénéfices	- 88 431	- 73 908	56 184
Impôts différés sur les bénéfices	158 299	- 42 361	- 86 598
Total :	69 868	- 116 269	- 30 414

Impôt sur le résultat en EUR	Avant IS	IS	Après IS
Résultat courant avant impôt	591 193	86 603	504 591
Résultat exceptionnel	66 938	- 16 735	83 673
Résultat Net	658 131	69 868	588 263

PREUVE D'IMPOT En EUR	30/06/2021	30/06/2020	31/12/2020
Résultat consolidé après impôt	588 263	-124 789	583 947
Résultat des sociétés mises en équivalence			
Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées	588 263	-124 789	583 947
Impôt réel	69868	-116 269	-30 414
Impôt différé changement de taux au résultat (CRC-99-02)		0	609
Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées	658 131	-241 058	554 112
IMPOT THEORIQUE GROUPE	174 405	-60 257	138 536
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL	-104 537	-56 012	-168 950

JUSTIFICATION DE L'ECART			
Ecart sur bases imposées à taux différent			
Produits (minoration) d'impôts des autres éléments que l'impôts société	-88 431	-99 463	-46 405
Charges (Majoration) d'impôts des autres éléments que l'impôts société			
Justification de l'écart lié au calcul de l'impôt	-88 431	-99 463	-46 405

SOLDE ECART LIE AUX BASES FISCALES A JUSTIFIER			
Ecart permanents (Résultat non imposé hors dividendes internes)	2 488	5 412	-122 841
Autres bases	-1 608	4 941	8 342
Non activation des déficits de la filiales BIO-UV ASIA	630	0	-2 231
Ajustement de taux sur les activations futures de déficits		32 000	62 205
Ecart taux d'impôt sur filiale étrangère	-17 616	1 098	-68 020
Justification de l'écart lié aux bases fiscales	-16 106	43 452	-122 545

JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	-104 537	-56 012	-168 950
--	----------	---------	----------

Convention de signes : dans la partie relative à la justification des écarts les montants négatifs correspondent à des produits et les montants positifs à des charges.

Le produit d'impôt de 88 431 € correspond au crédit d'impôt recherche 2021. Le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt innovation s'établissait à 99 463 € au 30 juin 2020 et 46 405 € au 31 décembre 2020.

5 Autres informations

5.1 Information sectorielle


5.1.1 Documentation et explications sur les différents secteurs d'activité.

Le groupe adresse principalement deux secteurs d'activités distincts dans la désinfection par UV :

- Le traitement des eaux dites récréatives, municipales et industrielles, dit secteur traditionnel / historique ou terrestre. En 2000, le Groupe a lancé la gamme BIO-UV de traitement automatique sans chlore des piscines et spas privés permettant d'adresser le marché dit Récréatif (piscines et spas privées et collectifs). Entre 2002 et 2011, le Groupe a complété ses activités historiques par des gammes de produits permettant d'adresser le marché de la potabilisation, traitement des effluents, des eaux usées et des eaux de process, dit marché Municipal et Industriel.
- Le traitement des eaux de ballast ou activité « maritime », qui est un marché porté par des exigences règlementaires qui imposent depuis septembre 2017 aux bateaux neufs et pour les bateaux existants à compter de septembre 2019 de disposer d'un équipement de traitement de leurs eaux de ballast. Le Groupe a lancé en 2011 le développement d'un système de traitement des eaux de ballast (BIO-SEA) qui a abouti à l'obtention de la certification OMI en 2013 et à l'obtention de la certification US Coast-Guard (USCG) en juin 2018. BIOUV-group améliore constamment sa gamme et ses services pour mieux répondre aux évolutions du marché.
- L'activité de traitement de surface et des espaces n'est pas suffisamment développée à ce jour pour impacter significativement l'activité du Groupe.

5.1.2 Décomposition des principales données financières par secteur d'activité :

Ventilation du chiffre d'affaires :

Nature des activités		30/06/2021 6 mois		30/06/2020 6 mois		31/12/2020 12 mois	
		en KEUR	en %	en KEUR	en %	en KEUR	en %
Chiffre d'affaires	activité terrestre	9 145	57%	7 406	59%	17 127	53%
Chiffre d'affaires	activité maritime	6 947	43%	5 237	41%	15 048	47%
Chiffre d'affaires	activité surface	43	0%			446	1%
Chiffre d'affaires	Total	16 135	100%	12 642	100% 	32 175	100%

5.2 Engagements hors bilan

5.2.1 Engagements hors bilan reçus

Néant

5.2.2 Engagements hors bilan accordés

- Engagements donnés auprès de la Banque CIC :
 - Caution marché étra. Gar. Exécution : 50 742 €
 - Garantie marché privé Gar. Exécution : 24 000 €
 - Caution marché privé Gar. Exécution : 11 456 €
 - Goodwill pledge : 700 000 €

- Engagements donnés auprès de la HSBC :
 - Nantissement du fonds de commerce Bio UV : 1 000 000 €

- Engagements donnés auprès de la BNP :
 - Nantissement du fonds de commerce : 1 045 000 €

Les engagements donnés sont relatifs au nantissement du fonds de commerce / pari-passu et se décomposent comme suit :

Emprunt En KEUR	Date de départ du nantissement / pari passu	Montant de l'emprunt	Montant restant dû au poste de bilan au 30/06/2021	Montant restant dû au poste de bilan au 30/06/2020	Montant restant dû au poste de bilan au 31/12/2020
Banque Populaire du Sud	octobre-15	300	-	41	21
CIC Lyonnaise de Banque	avril-17	500	251	302	286
BNP Paribas	mai-17	300	150	185	172
Banque Populaire du Sud	mai-17	500	262	319	297
BNP Paribas	juin-18	200	99	131	119
HSBC	juin-18	200	105	131	125
CIC	juin-18	200	102	131	122
CRCA	juin-18	200	102	134	122
Banque Populaire du Sud	juin-18	400	293	338	325
BPI France / HSBC	septembre-19	1 000	1 000	1 000	1 000
HSBC	septembre-19	1 000	757	854	854
CREDIT AGRICOLE	septembre-19	1 500	1 242	1 500	1 517
Total		6 300	4 362	5 066	4 960

5.3 Evènements postérieurs à la clôture

Néant.